

## Les temps ne sont pas sûrs

**Author :** robertneys

**Date :** 17 octobre 2017

Ces deux dernières années, et selon les chiffres publiés par l'ONEM, plus de 37 000 personnes ont été exclues des allocations de chômage. Elles ne justifiaient pas de périodes de travail suffisantes: elles sont donc arrivées «en fin de droit» (on appréciera le sens de l'expression).

Ces chômeurs et chômeuses, qui désormais ne le sont plus, ont sans doute contribué à faire régresser le taux de chômage dans le pays, mais on comprend que cela doit être pour eux une maigre consolation. 37 000 connaissent à présent une insécurité croissante, et ce ne sont pas quelques policiers ou militaires de plus dans les rues qui vont arriver à les rassurer.

L'insécurité sociale, on n'en parle guère, en tous cas pas en ces termes. C'est pourtant bien elle qui ronge, chaque jour un peu plus, nos sociétés. Le tissu social qui se détricote, c'est d'abord cela: l'humiliation de se sentir exclu, laissé pour compte, la crainte des sanctions, et l'angoisse d'un lendemain qui ne chante plus depuis longtemps.

Dans le numéro de C4 que vous avez choisi d'ouvrir (merci à vous), nous évoquons l'une des formes de l'insécurité sociale, aujourd'hui: l'accès aux soins de santé. C'est important, la santé: même les pauvres y tiennent, c'est tout dire. À cela près que, pendant longtemps, la santé, tout le monde n'avait pas les moyens de se la payer. La Sécurité sociale s'est mise en place pour pallier, entre autres choses, cette injustice particulièrement obscène. Aujourd'hui, selon certains, le système coûterait trop cher. Et l'on cherche à mettre à mal ce qui reste l'un des plus beaux fleurons de l'État providence. Pour la Sécu, les temps ne sont pas sûrs...

C'est dans ce contexte que nous avons choisi de vous raconter une belle histoire: celle des maisons médicales (MM). Elles sont apparues au tournant des années 1960 et 1970. Il s'agissait, pour les pionniers des maisons médicales, de développer une médecine à l'écoute des gens, une médecine sociale, fondée sur l'égalité entre soignants, et entre soignants et patients. Un vrai projet politique, fondé sur le constat que la maladie a un contexte socio-économique et culturel, qu'il faut réduire la centralité de l'hôpital, redonner place aux médecins généralistes, et faire du patient, non pas un consommateur passif de soins, mais un acteur de sa propre santé. Avec le temps, le système a évolué: l'égalité salariale entre soignants a cessé d'être la règle. Mais l'esprit demeure, partagé d'ailleurs par bon nombre de médecins indépendants, qui continuent de pratiquer une médecine à l'acte.

Soigner les corps et les esprits, aider à vivre et, quand il le faut, à mourir, sans se soucier de la solvabilité des patients: c'est ce que l'on peut appeler un progrès de la civilisation. Par les temps qui courent, un progrès de ce genre, on le préserve. À tout prix.

[\[Lire en PDF\]](#)